

Le Zoom est un document hebdomadaire qui vise à donner un aperçu sur une thématique considérée comme tendance lourde dans la période couverte.

Droits de douane américains : les inquiétudes du continent africain

Les nouveaux tarifs douaniers annoncés en grande pompe le 3 avril dernier, puis suspendus pour 90 jours, touchent le continent africain à des degrés différents. Globalement, tous les pays dans le monde, et a fortiori tous les pays africains sont touchés avec une taxe minimum de 10 % sur leurs exportations vers les États-Unis. Ensuite, on a des pays qui sont notamment beaucoup plus durement affectés, comme le Lesotho qui est taxé à hauteur de 50 %, Madagascar et Maurice qui sont respectivement taxés à 47 et 40 %, le Botswana à 37 %. Pour certains pays cela risque d'être très compliqué, puisque le Lesotho par exemple a un déficit commercial avec les États-Unis qui n'est pas non plus énorme. Il s'agit de quelques millions de dollars et n'a aucun moyen économique d'acheter plus de produits américains et, donc là, une partie de ses exportations qui fait survivre un peu le pays risque de lui être coupée. Madagascar exporte près de 70 % de sa vanille vers le marché américain. La filière aura des difficultés à se recomposer, sachant que d'autres pays exportateurs de vanille sont moins taxés.

(Source : <https://www.vaticannews.va/fr/monde/news/2025-04/droits-douane-inquietudes-continent-africain-usa-politique.html>)

L'avenir incertain de l'AGOA

L'AGOA (African Growth and Opportunities Act) permet aux pays d'Afrique subsaharienne éligibles d'exporter la plupart de leurs produits vers les États-Unis sans droits de douane et sans obligations de réciprocité. Certains pays, comme l'Afrique du Sud, premier exportateur hors pétrole dans le cadre de l'AGOA avec 3,6 milliards de dollars en 2023 et qui se retrouve avec 30 % de taxes douanières, souhaitent maintenir cet accord commercial, que le président américain critique souvent. Mais avec les nouveaux tarifs douaniers, se pose aussi la question de l'avenir de cet accord commercial qui doit en principe être renouvelé cette année. Pour l'économiste Modibo Mao Makalou, il ne fait aucun doute que les récentes annonces de Donald Trump auront un impact sur l'AGOA, mais pas seulement. « Ce sont des mesures qui vont restreindre les échanges et augmenter les prix des biens et des services. À moins qu'un nouveau processus de négociation multilatérale ne soit mis en place... ».

(Source : <https://www.dw.com/fr/etats-unis-cote-divoire-rdc-droits-de-douane-economie-trump/a-72132267>)

L'Afrique va-t-elle subir une nouvelle crise avec la hausse des tarifs douaniers ?

Les implications de la hausse des tarifs douaniers restent floues, surtout après la volte-face de Trump mercredi. A-t-il suspendu « provisoirement » les hausses pour sauvegarder les apparences ou reviendra-t-il en force dans trois mois ? Et qu'est-ce que tout cela signifie pour l'AGOA ? Stephen Lande, président de Manchester Trade, explique : « L'AGOA est morte pour longtemps. Toutefois, la question reste de savoir si nous pouvons la prolonger pour une courte période, soit par décret administratif, soit par le Congrès, afin d'introduire une approche plus transactionnelle. » Il ne serait pas bon que l'AGOA laisse un vide sans qu'aucune politique ne prenne sa place. La seule gagnante serait la Chine. Peut-être qu'on pourrait convenir d'une politique alternative au cours de la période de sursis de 90 jours ». Eckart Naumann précise que « l'environnement politique pour un renouvellement de l'AGOA est actuellement défavorable, bien que cela puisse changer une fois que la situation sera normalisée ». Il suggère aux États africains de forger des alliances commerciales plus solides avec des partenaires fiables dans le cadre d'un système d'échange fondé sur des règles.

(Source : <https://issafrica.org/fr/iss-today/l-afrique-va-t-elle-subir-une-nouvelle-crise-avec-la-hausse-des-tarifs-douaniers>)

Impacts indirects via les partenaires de l'Afrique, dont la Chine

« Au-delà des impacts directs, il faut surtout s'inquiéter des impacts indirects créés par les ramifications des droits de douane sur les partenaires de l'Afrique », déclare le chef économiste de Global Sovereign Advisory. En particulier, l'appauvrissement de la Chine, dont devrait résulter la guerre commerciale totale que Washington a engagée avec elle, pourrait avoir de lourdes conséquences sur le continent africain. Le géant asiatique est en effet devenu le premier partenaire commercial de la quasi-totalité des pays du continent. Selon le FMI, environ 20 % des exportations africaines vont en Chine, et 16 % des importations en proviennent. De plus, elle détenait 17 % de la dette publique extérieure de l'Afrique subsaharienne en 2021. Au-delà du commerce, la pérennité des lourds investissements chinois consentis en Afrique ces dernières années pourrait être remise en cause. Des richesses qui feraient d'autant plus défaut que les pays africains vont déjà devoir se passer de l'essentiel du soutien de l'USAID, l'agence américaine pour le développement mise à terre par le Département de l'efficacité gouvernementale (DOGE) animé par Elon Musk.

(Source : <https://www.lemoci.com/afrique-un-continent-dans-la-tourmente-de-la-folie-tarifaire-trumpienne/>)

Nouveaux droits de douane américains : Pour l'Afrique, compter sur soi-même

Comme pour l'USAID, la fin de l'AGOA n'est pas nécessairement la catastrophe annoncée pour l'Afrique. Il n'est pas malsain de ne plus dépendre de tous ces dispositifs soumis au bon vouloir des agendas électoraux extérieurs. Si les africains veulent reprendre leur destin en main comme la demande de souverainisme des nouvelles générations l'exprime, il est indispensable de s'en libérer et de trouver en Afrique même les ressources de leur prospérité. Les africains se trouvent alors confrontés à la nécessité de réévaluer leur relation commerciale avec les États-Unis. Deux options s'offrent à eux. La première option consisterait à se précipiter à Washington pour négocier pour chaque pays, chaque produit. Sous l'effet de la panique que ne justifie pas le niveau relativement faible de ses échanges avec les États-Unis, l'Afrique présenterait un visage de désunion avec une vision court-termiste. La seconde option supposerait de revoir collectivement leur stratégie commerciale en accélérant leur intégration économique avec leur propre zone de libre-échange africaine. Dans un cas, ils s'appuieraient sur les États-Unis. Dans l'autre cas, ils ne compteraient que sur eux-mêmes.

(Source : <https://lequotidien.sn/nouveaux-droits-de-douane-americains-pour-lafrique-compter-sur-soi-meme/>)

Nb: le contenu des articles n'engage que leurs auteurs.